



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
26 juillet 2011
Français
Original : anglais et français

Assemblée générale
Soixante-sixième session
Point 113 c) de l'ordre du jour provisoire*
Élections aux sièges devenus vacants dans les organes
principaux : élection de cinq membres de la Cour
internationale de Justice

Conseil de sécurité
Soixante-sixième année

Curriculum vitæ des candidats présentés par les groupes nationaux

Note du Secrétaire général**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Curriculum vitæ	2
Giorgio Gaja	2
Xue Hanqin	6
Tsvetana Kamenova	12
Abdul G. Koroma	17
Hisashi Owada	22
Julia Sebutinde	29
El Hadji Mansour Tall	37
Peter Tomka	42

* A/66/150.

** Conformément au Statut de la Cour internationale de Justice, le Secrétaire général a prié les États parties de présenter les candidats désignés par les groupes nationaux le 30 juin 2011 au plus tard. Le présent document n'a donc pas pu être établi plus tôt.



I. Introduction

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité les curriculum vitæ des candidats présentés par les groupes nationaux dans le cadre de l'élection destinée à pourvoir cinq sièges devenus vacants à la Cour internationale de Justice, qui se tiendra durant la soixante-sixième session de l'Assemblée générale. La liste des candidats présentés est publiée sous la cote A/66/183-S/2011/453. La composition de la Cour et la procédure de vote à suivre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité figurent dans un memorandum du Secrétaire général (A/66/182-S/2011/452).

II. Curriculum vitæ

Giorgio Gaja (Italie)

[Original : anglais/français]

Né à Lucerne (Suisse) le 7 décembre 1939. Nationalité italienne

Maîtrise en droit de l'Université de Rome en 1960. « Libera docenza » en droit international en 1968. Docteur en droit (*h.c.*) de la Dickinson Law School (1985)

Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Florence depuis 1974. Doyen de ladite faculté de 1978 à 1981

Cours à l'Académie de La Haye de droit international en 1981. Professeur à temps partiel à l'Institut universitaire européen, en 1980 et en 1984-1985. Professeur invité à la Johns Hopkins University (1977-1978), à l'Université de Genève (en 1983 et 1985), à l'Université de Paris I (en 1989 et 2001), à l'Université de Paris II (en 2004), à l'Université d'Aix-en-Provence-Marseille III (en 1992), à la faculté de droit de l'Université du Michigan (en 1992), à la faculté de droit de l'Université Columbia (en 1996) et à l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève (en 2001)

Membre de la Commission du droit international depuis 1999. Président du Comité de rédaction en 2000. Rapporteur spécial sur la responsabilité des organisations internationales depuis 2002. Premier Vice-Président de la Commission en 2006

Juge ad hoc de la Cour internationale de Justice en l'affaire relative à la licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Italie*) et en l'affaire de la délimitation maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes

Délégué du Gouvernement italien à la Conférence de Vienne sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales en 1986. Conseil du Gouvernement italien en l'affaire *Elsi* devant la Cour internationale de Justice en 1989

Membre de l'Institut de droit international. Directeur de la *Rivista di Diritto Internazionale*. Membre des Conseils scientifiques de la *Common Market Law Review*, du *Columbia Journal of European Law* et du *European Journal of International Law*

Principales publications

Livres

L'esaurimento dei ricorsi interni nel diritto internazionale (1967), 246 pages

La deroga alla giurisdizione italiana (1971), 396 pages

International Commercial Arbitration. The New York Convention (volumes à feuillets mobiles édités) (1978-)

La riforma del diritto internazionale privato e processuale (volume édité) (1994) (4^e éd., 2005), 194 pages

Articles

« River Pollution in International Law », dans *Hague Academy of International Law Colloquium 1973. The Protection of the Environment and International Law* (1975). p. 352 à 396

« Considerazioni sugli effetti delle sentenze di merito della Corte internazionale di giustizia », *Comunicazioni e Studi*, vol. XIV (1975), p. 313 à 335

« Reservations to Treaties and the Newly Independent States », *Annuaire italien de droit international*, vol. I (1975), p. 52 à 68

« The European Community's Participation in the Law of the Sea Convention: Some Incoherencies in a Compromise Solution », *Annuaire italien de droit international*, vol. V (1980-1981), p. 110 à 114

« Jus Cogens Beyond the Vienna Convention », dans *Hague Academy of International Law. Collected Courses*, vol. 172 (1981), p. 271 à 316

« The European Community's Rights and Obligations under Mixed Agreements », dans *Mixed Agreements* (D. O'Keeffe et H. G. Schermers, éd.) (1983), p. 133 à 140

« Effets directs et réciprocité dans la jurisprudence concernant l'accord entre la Communauté européenne et la Suisse », *Annuaire suisse de droit international*, vol. XL (1984), p. 9 à 29

« Instruments for Legal Integration in the European Community – A Review » (en collaboration avec P. Hay et R. D. Rotunda), dans *Integration Through Law. Europe and the American Federal Experience* (M. Cappelletti, M. Seccombe et J. Weiler, éd.) (1986), vol. 1.2, p. 113 à 160

« Principi generali del diritto (diritto internazionale) », dans *Enciclopedia del Diritto*, vol. XXXV (1989), p. 533 à 549

« Unruly Treaty Reservations », dans *International Law at the Time of its Codification. Essays in Honour of Roberto Ago* (1987), vol. I, p. 307 à 330

« Italy », dans *The Effect of Treaties in Domestic Law* (F.G. Jacobs et S. Roberts, éd.) (1987), p. 87 à 108

« A 'New' Vienna Convention on Treaties Between States and International Organizations or Between International Organizations : A Critical Commentary », *British Year Book of International Law*, vol. 58 (1987), p. 235 à 269

- « Obligations *Erga Omnes*, International Crimes and *Jus Cogens*: A tentative Analysis of Three Related Concepts », dans *International Crimes of States* (J. H. H. Weiler, A. Cassese et M. Spinedi, éd.) (1989), p. 151 à 160
- « New Developments in a Continuing Story: The Relationship between EEC Law and Italian Law », *Common Market Law Review*, vol. 27 (1990), p. 83 à 95
- « Measures Against Terrorist Acts Under International Law », dans *Maritime Terrorism and International Law* (N. Ronzitti, éd.) (1990), p. 15 à 24
- « Positivism and Dualism in Dionisio Anzilotti », *European Journal of International Law*, vol. 3 (1992), p. 123 à 138
- « Réflexions sur le rôle du Conseil de sécurité dans le nouvel ordre mondial. À propos des rapports entre maintien de la paix et crimes internationaux des États », *Revue générale de droit international public*, vol. 97 (1993), p. 297 à 320
- « La Convention européenne des droits de l'homme dans les ordres juridiques des États membres de la Communauté européenne », dans *Grundrechtsschutz im europäischen Raum* (J. Iliopoulos-Strangas, éd.) (1993), p. 131 à 150
- « Beyond the Reasons States in Judgments », *Michigan Law Review*, vol. 92 (1993-1994), p. 1966 à 1976
- « The Protection of Human Rights under the Maastricht Treaty », dans *Institutional Dynamics of European Integration. Essays in Honour of Henry G. Schermers* (1994), vol. II, p. 549 à 560
- « Use of Force Made or Authorized by the United Nations », dans *The United Nations at Age Fifty. A Legal Perspective* (Ch. Tomuschat, éd.) (1995), p. 39 à 58
- « Some Reflections on the European Community's International Responsibility », dans *The Action for Damages in Community Law* (T. Heukels et A. McDonnell, éd.) (1997), p. 351 à 361
- « Identifying the Status of General Principles in European Community Law », dans *Scritti in onore di Giuseppe Federico Mancini* (1998), vol. II, p. 445 à 457
- « How Flexible is Flexibility under the Amsterdam Treaty? », *Common Market Law Review*, vol. 35 (1998), p. 857 à 870
- « Does the European Court of Human Rights Use its Stated Methods of Interpretation? », dans *Divenire sociale e adeguamento del diritto. Studi in onore di Francesco Capotorti* (1999), vol. I, p. 213 à 227
- « New Instruments and Institutions for Enhancing the Protection of Human Rights in Europe? », dans *The EU and Human Rights* (Ph. Alston, éd.) (1999), p. 781 à 800
- « Trattati internazionali », dans *Digesto delle Discipline Pubblicistiche*, vol. XV (1999), p. 344 à 368
- « The Growing Variety of Procedures Concerning Preliminary Rulings », dans *Liber Amicorum en l'honneur de Lord Slynn of Hadley. Judicial Review in European Union Law* (2000), p. 143 à 152
- « Expulsion of Aliens: Some Old and New Issues in International Law », dans *Cursos Euromediterraneos Bancaja de Derecho Internacional*, vol. III (1999), p. 283 à 314

- « Deliberating on Questions of Jurisdiction in the International Court of Justice », dans *Liber Amicorum en l'honneur du juge Shigeru Oda* (2002), p. 409 à 417
- « Trends in Judicial Activism and Judicial Self-Restraint Relating to Community Agreements », dans *The European Union as an Actor in International Relations* (E. Cannizzaro, éd.) (2002), p. 117 à 134
- « The Long Journey Towards Repressing Aggression », dans *The Rome Statute of the International Criminal Court: A Commentary* (A. Cassese, P. Gaeta et J.R.W.D. Jones, éd.) (2002), p. 427 à 441
- « Rapporti tra trattati di estradizione e norme internazionali sui diritti umani », dans *Diritti dell'uomo, estradizione ed espulsione* (F. Salerno, éd.) (2003), p. 125 à 140
- « Is a State Specially Affected when its Nationals' Human Rights are Infringed? », dans *Man's Inhumanity to Man. Essays on International Law in Honour of Antonio Cassese* (2003), p. 373 à 382
- « Droits des États et droits des individus dans le cadre de la protection diplomatique », dans *La protection diplomatique. Mutations contemporaines et pratiques nationales* (J.-F. Flauss, éd.) (2003), p. 64 à 69
- « How Does the European Community's International Responsibility Relate to its Exclusive Competence? », dans *Studi di diritto internazionale in onore di Gaetano Arangio-Ruiz* (2004), p. 747 à 755
- « Combating terrorism: Issues of *Jus ad Bellum* and *Jus in Bello* », dans *Anti-Terrorist Measures and Human Rights* (W. Benedek et A. Yotopoulos-Marangopoulos, éd.) (2004), p. 161 à 170
- « Do States Have a Duty to Ensure Compliance with Obligations *Erga Omnes* by Other States? », dans *International Responsibility Today. Essays in Memory of Oscar Schachter* (M. Ragazzi, éd.) (2005), p. 31 à 36
- « The Perspective of International Law », dans *Multilingual Texts and Interpretation of Tax Treaties and EC Tax Law* (G. Maisto, éd.) (2005), p. 91 à 100
- « Obligations and Rights *Erga Omnes* in International Law: First Report » et « Obligations and Rights *Erga Omnes* in International Law: Second Report », *Annuaire de l'Institut de droit international, session de Cracovie*, vol. 71-I (2005), p. 119 à 151 et 189 à 202
- « Relationship with Other Courts and Tribunals », dans *The Statute of the International Court of Justice. A Commentary*, A. Zimmermann, C. Tomuschat, K. Oellers Frahm, C. J. Thams et T. Thienel (éd.), Oxford, 2006

Xue Hanqin (Chine)

[Original : anglais]

Lieu de naissance : Shanghai (Chine)

Date de naissance : 15 septembre 1955

Sexe : Féminin

Nationalité : Chinoise

État civil : Mariée, une fille

Éducation

- 1991-1995 : Faculté de droit de l'Université de Columbia, doctorat en sciences juridiques
- 1982-1983 : Faculté de droit de l'Université de Columbia, maîtrise de droit
- 1981-1982 : Université de Beijing, Département de droit, diplôme de droit international
- 1977-1980 : Université d'études linguistiques étrangères de Beijing, licence ès lettres

Poste actuel

2010- Juge à la Cour internationale de Justice

Postes antérieurs

- 2008-2010 Ambassadrice auprès de l'ASEAN, Conseillère juridique au Ministère des affaires étrangères chinois
- 2002-2010 Membre de la Commission du droit international (réélue en 2006 par l'Assemblée générale des Nations Unies pour la période 2007-2011)
- 2003-2008 Ambassadrice de la République populaire de Chine au Royaume des Pays-Bas, Représentante permanente de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
- 1999-2003 Directrice générale, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères
- 1994-1999 Directrice générale adjointe, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères
- 1988-1994 Chef de division, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères
- 1984-1988 Chef de division adjointe, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères
- 1980-1984 Juriste, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères

Carrière universitaire

- Présidente de la Société asiatique de droit international, élue en 2009
 - Membre de l'Institut de droit international depuis 2005
 - Vice-Présidente de la Société chinoise de droit international depuis 2000
 - Membre du Conseil de la Société de droit chinois depuis 1997
 - Membre du Conseil d'administration de l'*Annuaire chinois de droit international* depuis 1993
 - Consultante au Comité des ressources en eau de l'Association de droit international, 1993-2004
 - Vice-Présidente, membre du Conseil, Société chinoise de droit international privé, 1999-2003
 - Professeure à la faculté de droit de l'Université de Wuhan depuis 2008
 - Professeure à l'Institut de droit, de l'Académie chinoise de sciences sociales depuis 2004
 - Professeure de droit à l'Université chinoise des affaires étrangères depuis 1998
 - Professeure de droit au Département de droit de l'Université de Beijing depuis 1994
- Membre du barreau chinois depuis 1988

Expérience professionnelle

Conférences internationales et négociations en vue de la conclusion de traités

1982, 1990, 1993	Réunions du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, déléguée
1980-1984	Réunions du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'ONU et de son sous-comité juridique, déléguée
1986	Réunion d'experts juridiques de l'AIEA sur la rédaction de la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire et la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence catastrophique, experte juridique
1986-1987	Session de l'Assemblée générale, Sixième Commission, déléguée
1987-1988	Réunion du Comité juridique de l'OACI sur la rédaction du Protocole se rapportant à la Convention de Montréal pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, déléguée
1993	Session de l'Assemblée générale des Nations Unies, Troisième Commission, déléguée

1993	Réunion d'experts juridiques sur la création du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, experte juridique
1994	Réunion d'experts spéciaux de l'ONU sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens, Chef de la délégation chinoise
1994	Réunion tenue dans le cadre de la Conférence de La Haye de droit international privé sur la question de l'application de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, chef de la délégation chinoise
1994	Réunion des Nations Unies sur la protection de la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, chef de la délégation chinoise
1995	Réunion dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, chef de la délégation chinoise
1996	Réunion dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Mandat de Berlin, chef de la délégation chinoise
1996	Présentation du rapport national sur la mise en œuvre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, adjointe au chef de la délégation chinoise
1998	Réunion dans le cadre de la Conférence de La Haye de droit international privé sur la reconnaissance et l'application des jugements étrangers, déléguée
1998-1999	Réunion d'experts juridiques sur la rédaction de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, chef de la délégation chinoise
1999	Présentation du rapport national sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adjointe au chef de la délégation chinoise
2003	Cinquante-sixième session de la Commission du droit international, première Vice-Présidente
2004	Réunions du Groupe consultatif informel sur l'admission de la Communauté européenne à la Conférence de La Haye, Présidente
2005	Vingtième session de la Conférence de La Haye de droit privé international, Vice-Présidente

Négociations concernant des accords bilatéraux

- Négociations avec le Gouvernement britannique sur les questions juridiques relatives à Hong Kong, en particulier les questions concernant la poursuite de l'application des conventions et traités internationaux, ainsi que des arrangements spéciaux d'accords bilatéraux dans certains domaines après le 30 juin 1997, chef de la délégation chinoise
- Négociation et conclusion avec la Bulgarie d'un accord d'assistance judiciaire en matière civile et pénale et d'un traité d'extradition entre la Chine et la Bulgarie, chef de la délégation chinoise
- Négociation et conclusion avec le Maroc d'un traité d'assistance judiciaire en matière civile et commerciale entre la Chine et le Maroc, chef de la délégation chinoise
- Négociation et conclusion avec la Roumanie d'un traité d'extradition entre la Chine et la Roumanie, chef de la délégation chinoise
- Consultations avec la Croatie et la Slovénie sur la continuité des traités conclus entre la Chine et l'ex-Yougoslavie, chef de la délégation chinoise
- Négociation et conclusion avec la Mongolie d'un traité d'extradition entre la Chine et la Mongolie, chef de la délégation chinoise
- Négociation et conclusion avec l'Ouzbékistan d'un traité d'assistance judiciaire en matière civile et pénale et d'un traité d'extradition entre la Chine et l'Ouzbékistan, chef de la délégation chinoise
- Négociation et conclusion avec l'Indonésie d'un traité d'assistance judiciaire en matière pénale, chef de la délégation chinoise
- Négociation avec la Banque des règlements internationaux d'un accord avec le pays hôte quant à l'établissement d'un bureau de la Banque dans la Région administrative spéciale de Hong Kong, principale négociatrice
- Négociations avec le Gouvernement portugais sur des questions juridiques relatives à Macao, s'agissant notamment des arrangements juridiques visant à poursuivre l'application des conventions et accords internationaux après le 19 décembre 1999, chef de la délégation chinoise
- Négociation et conclusion avec le Viet Nam d'un traité d'assistance judiciaire en matière civile et pénale entre la Chine et le Viet Nam, chef de la délégation chinoise
- Négociation et conclusion avec la Tunisie d'un traité d'assistance judiciaire en matière civile entre la Chine et la Tunisie, chef de la délégation chinoise
- Négociation et conclusion avec la Lituanie d'un traité d'assistance judiciaire en matière civile et pénale, chef de la délégation chinoise
- Négociations sur les dommages matériels causés par le bombardement par les États-Unis de l'ambassade de Chine en Yougoslavie, principale négociatrice
- Délimitation des frontières maritimes dans la mer territoriale, la zone économique exclusive et le plateau continental du golfe de Beibu entre la Chine et le Viet Nam, chef du groupe de travail, délégation chinoise

Principales publications

Livres

National Treaty Law and Practice, chapitre 5 consacré à la Chine, Duncan B. Hollis, Merritt R. Blakeslee & L. Benjamin Ederington éd., Éditions Martinus Nijhoff, Londres/Boston, 2005

Transboundary Damage in International Law, Presses universitaires de Cambridge, 2003

International Law, Shao Jin éd., Presses universitaires de Beijing et Higher Education Press, 2000 (chapitre consacré à la responsabilité des États)

Commentary on the Charter of the United Nations, coéditrice, éditions Shanxi, 1999

A Complete Compilation of Treaties on Trade and Economy between China and Foreign Countries, coéditrice, éditions Xinhua, 1996

International Law, Wang Tieya éd., Law Press, 1995

Articles

International Treaties in the Chinese Domestic Legal System, *Revue chinoise de droit international*, vol. 8, n° 2, juillet 2009

Fragmented Law or Fragmented Order? (Speech at the Post-ILC Debate on Fragmentation of the International Law Conference, 23 et 24 février 2007, Helsinki), *Annuaire finlandais du droit international*, vol. XVII, 2006

Chinese Observations on International Law (Conférence donnée au Centre Grotius de droit international le 1^{er} novembre 2006), *Revue chinoise de droit international*, vol. 6, n° 1, 2007

Cinquante-septième session de la Commission du droit international, *Annuaire chinois de droit international*, 2006

Cinquante-sixième session de la Commission du droit international, *Annuaire chinois de droit international*, 2005

China's Open Policy and International Law (conférence donnée à l'invitation de l'Institut de sciences sociales, La Haye, septembre 2004), *Revue chinoise de droit international*, vol. 4, n° 1, 2005

State Responsibility and *erga omnes* obligation, *Annuaire chinois de droit international*, 2004

Cinquante-cinquième session de la Commission du droit international, *Annuaire chinois de droit international*, 2004

What Has Been Changed (a contribution to Agora: Is the Nature of the International Legal System Changing?), *Évaluation par l'Autriche du droit international et européen*, vol. 8, 2003

Cinquante-quatrième session de la Commission du droit international, *Annuaire chinois de droit international*, 2003

Collective Concept in State Responsibility (discours sur la responsabilité de l'État prononcé lors de la session annuelle de l'American Society of International Law, le

15 mars 2002), *Proceedings of the Annual Meeting of the American Society of International Law*, 96th, 2002

On Sustainable Development, *Pacific Journal*, vol. 4, 1997

The Role of the United Nations in the Development of International Law, *Annuaire chinois de droit international*, 1995

Transboundary Damage in International law dans *Peace, Justice And Law*, recueil d'essais sur le droit international publié en l'honneur du professeur Wang Tieya, 1993

Relativity in International Water Law, *Colorado Journal of International Environmental Law and Policy*, vol. 3, n° 1, 1992

International Law Issues in the Kokaryo Case, *Annuaire chinois de droit international*, 1988

Commentary on the Two Nuclear Safety Conventions, *Annuaire chinois de droit international*, 1987

A Comparative Study of the Legal Regimes of the « Common Resources », *Annuaire chinois de droit international*, 1986

Vingt-troisième session du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations politiques de l'espace extra-atmosphérique, *Annuaire chinois de droit international*, 1985

On Outer Space Law Issues, coauteure, *Studies of International Affairs*, vol. 4, 1983

Tsvetana Kamenova (Bulgarie)

[Original : anglais]

Notice biographique

Tsvetana Kamenova a exercé les fonctions de juge *ad litem* au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), à La Haye, jusqu'au 26 février 2009 en l'affaire *Milutinović et al.*, et de juge de la mise en état en l'affaire *Dordević* (elle a été élue par l'Assemblée générale des Nations Unies en août 2005).

Née à Sofia le 8 mars 1950

Diplôme de droit (mention très bien), Université de Sofia (1973). Études doctorales, Département de droit international, Université d'État de Moscou « M. V. Lomonosov » (1976-1979); doctorat en droit (1979)

Académie de droit international de La Haye (1981). Institut René Cassin, Strasbourg (France) (1992). Académie de droit européen, Florence (Italie) (1993)

Professeur invité Fulbright, Université Columbia, New York (États-Unis) (2000-2001)

Expérience professionnelle

Juge stagiaire, tribunal municipal de Sofia (1973-1976)

Chargée de recherche à l'Institut d'études juridiques, Académie bulgare des sciences (depuis 1979)

Membre du barreau (depuis 1991)

Secrétaire scientifique pour les sciences sociales, Académie bulgare des sciences (1993-1996)

Directrice de l'Institut d'études juridiques, Académie bulgare des sciences (1995-2006 et depuis janvier 2011) et responsable du Département de droit international (1995-2006)

Membre du groupe d'experts du Parlement bulgare chargé de la rédaction des amendements à la Constitution relatifs à l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne (2003-2004)

Membre de nombreux groupes de travail sur la ratification et l'application des conventions internationales. Après la signature par la Bulgarie de l'Accord d'association avec l'Union européenne en 1993, a été nommée chef du groupe de travail de l'Académie bulgare des sciences pour le rapprochement de la législation bulgare et du droit des Communautés européennes

Membre du Conseil d'analyse politique et juridique auprès du Premier Ministre bulgare

Membre du Conseil consultatif sur le droit international auprès du Ministre bulgare des affaires étrangères

Consultante en droit international humanitaire pour le Comité bulgare de la Croix-Rouge

A collaboré en tant qu'experte à des projets financés par l'ONU et l'Union européenne dans le domaine des droits de l'homme (2000-2005)

Membre du Groupe d'arbitres de la Chambre de commerce bulgare (depuis 1992)

Oratrice de marque à la conférence internationale « Torture et terreur », organisée par l'Université de Hull (Royaume-Uni) (15-16 novembre 2007)

Oratrice de marque à la conférence internationale « Droit international humanitaire coutumier – teneur et finalité », organisée par le Comité international de la Croix-Rouge, Sofia (10 décembre 2008)

Participation au Congrès international « Droit et multiculturalisme – Problèmes contemporains », organisé par l'Institut hellénique de droit international et étranger (novembre 2009)

Membre de délégations bulgares

Assemblée générale des Nations Unies, soixante-quatrième et soixante-cinquième sessions, New York (septembre 2009 et septembre 2010)

Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Sous-Comité juridique, quarante-huitième et quarante-neuvième sessions (2009-2010)

Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, New York (mars 2009; mars 2010; mars 2011)

Huitième et neuvième sessions de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (novembre 2009, La Haye; décembre 2010, New York)

Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, New York (juin 2009; juin 2010; juin 2011)

Réunions des États Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, New York (juin 2009; juin 2010; juin 2011)

Conférence diplomatique pour l'adoption de la Convention de La Haye sur les accords d'élection de for (juin 2005), chef de délégation

Plusieurs conférences diplomatiques et réunions d'experts gouvernementaux (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Genève; Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, New York; Institut international pour l'unification du droit privé, Rome; Conférence de La Haye de droit international privé, La Haye) (1993-2005), membre de la délégation

Conseil de direction de l'Institut international pour l'unification du droit privé, Rome (1994-1998), membre; membre honoraire (depuis 1998)

Cour permanente d'arbitrage, La Haye (2004-2010), membre

Association bulgare de droit international, membre (depuis 1980) et secrétaire (1983-1991). Association de droit international, Londres (depuis 1983), membre; Comité sur les adoptions internationales de l'ILA (1988-1991), membre

Association bulgare de droit comparé, Présidente et membre du Conseil exécutif (depuis 1992)

Société européenne de droit international, membre

American Society of International Law, membre

Expérience universitaire

Professeure de droit international à la Nouvelle université bulgare, Sofia (1997-2005). Professeure de droit et doyenne de l'Université de Plovdiv (1992-2005); titulaire de la chaire de droit international à l'Université de Plovdiv (1992-2003)

Conférencière à l'Université de Sofia (1980-1988), à l'école de police de Sofia (1993-1996), à la Nouvelle université bulgare (1997-2005) et à l'Institut diplomatique du Ministère des affaires étrangères (2010)

Conférencière à l'Université de San Diego en Californie (États-Unis) (1992); à l'Université de l'Oregon à Eugene (États-Unis) (2001); à l'Université Columbia, à New York (États-Unis) (2001); à l'Université d'État du Kazakhstan (2001); à l'Académie autrichienne (2003); à l'Université de Bilbao (Espagne) (2010); à la faculté de droit Columbus de l'Université catholique, Washington (2010)

Chargée de recherche aux Instituts Max Planck de Munich et de Hambourg (Allemagne) et à l'Institute of Advanced Legal Studies de Londres

Membre du comité de rédaction de revues juridiques

Mediterranean Social Sciences Review (La Valette)

Annuaire de l'Université de Plovdiv

Legal Theory, revue publiée par l'Académie bulgare des sciences

Annuaire de l'Institut d'études juridiques de l'Académie bulgare des sciences

Publications

Auteure, coauteure et éditrice de 20 ouvrages et plus de 100 articles

Ouvrages

Droit international humanitaire, Académie bulgare des sciences, Sofia, 2010

« Survey of the Crime of Torture in the Jurisprudence of the ICTY » (coauteure). Dans Clucas, Johnstone & Ward (éd.), *Torture : Moral Absolutes and Ambiguities*, NOMOS, Verlag (Allemagne), 2009 (en anglais)

Droit d'auteur national et international, Académie bulgare des sciences, Sofia, 2004

Dispositions législatives européennes et bulgares contre la discrimination, Académie bulgare des sciences, Sofia, 2003 (coauteure et éditrice); deuxième édition, 2004

Migration – Austrian, Bulgarian, EU Legislation, 2003 (en anglais)

Dispositions de la législation tadjike en matière d'application des traités internationaux en général et des traités relatifs aux droits de l'homme en particulier, Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan, Douchanbé, 2003

Le droit des organisations non gouvernementales (coauteure et éditrice), 2002

Droits de l'homme. Textes et documents (coauteure), Presses universitaires de Plovdiv, 2000

Documents relatifs au droit des réfugiés en Bulgarie (éd.), Académie bulgare des sciences, Sofia, 2000

Le droit d'auteur. Protection nationale et internationale, Éditions de l'Académie bulgare des sciences, Sofia, 1999

Dispositions législatives relatives à la propriété culturelle en Bulgarie (éd.), Sofia, 1999

Rapprochement de la législation bulgare avec le droit des Communautés européennes (éd.), Sofia, 1998

Harmonisation du droit d'auteur en Europe, Sofia, 1997

La propriété intellectuelle dans l'Europe unie (éd.), Sofia, 1996

Le droit des réfugiés en Bulgarie. Textes et documents (éd.), Sofia, 1995

La Constitution de 1991 et la participation de la Bulgarie aux traités internationaux (coauteure), Sofia, 1993

Problèmes de droit international privé dans l'espace extra-atmosphérique (coauteure), Éditions Naouka, Moscou, 1993 (en russe)

La protection internationale des investissements, Sofia, 1992

L'unification du droit international privé. Les activités de la Conférence de La Haye, Presses de l'Université de Sofia, 1991

La Protection internationale du droit d'auteur et des droits voisins, Éditions de l'Académie bulgare des Sciences, Sofia, 1990

Sélection d'articles

L'agression dans le droit international, dans *Legal Theory*, n° 3, 2010

La délimitation maritime en mer Adriatique. *Annuaire de l'Institut d'études juridiques de l'Académie bulgare des sciences*, vol. V, Sofia, 2010

Les diverses cultures juridiques et la judiciarisation mondiale à la fin du XX^e et au début du XXI^e siècles. Dans *Hellenic Review of International Law*, Athènes, 2010

La compétence universelle (la résolution de l'Institut de droit international), dans *Legal Theory*, n° 3, 2009

La compétence universelle. Analyse juridique comparée : Allemagne, Autriche, Belgique. *Annuaire de l'Institut d'études juridiques de l'Académie bulgare des sciences*, vol. IV, Sofia, 2009

La jurisprudence de la Cour internationale de Justice pour l'application des règles du droit international humanitaire et des conventions internationales relatives aux droits de l'homme. Dans *International Courts and Tribunals*, publié par l'Association bulgare de droit international, Sofia, 2009

La clause du professeur Martens et le droit international humanitaire (exemples tirés de la jurisprudence du TPIY) (en russe), dans *Pravovedenie*, n° 2, 2009, Saint-Pétersbourg (Russie)

L'établissement des faits dans la jurisprudence récente de la Cour internationale de Justice (la décision de la CIJ du 26 février 2007 en l'affaire du génocide bosniaque). Dans *Legal Theory*, vol. XLIX, n° 1, 2008

À propos de l'obligation internationale des États de coopérer avec les tribunaux internationaux. Dans *Annuaire de l'Institut d'études juridiques de l'Académie bulgare des sciences*, vol. III, Sofia, 2007

La dignité humaine et le droit international. Dans *Annuaire de la faculté de droit de l'Université de Plovdiv*, 2007

Le droit international privé dans l'Union européenne, Dans *Legal Theory*, n° 1, 2002

Évolutions du droit international privé après l'adoption de la Convention de Rome. Dans *Annuaire de la Faculté de droit de l'Université de Plovdiv*, 2001

Legal Reform Issues in Bulgaria – Ten Years Later. Dans *Bulgarian Studies Association Newsletter*, Université de Pittsburgh, vol. XXXI, n° 1, hiver 2001 (en anglais)

Le Protocole n° 12 de la Convention européenne des droits de l'homme et la directive de l'Union européenne mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique. Dans *Legal Theory*, n° 3, 2000

The Relationship between International and Domestic Law and the Impact on Civil Law in Bulgaria (en anglais). Dans G. Ginsburg, D. Barry et W. Simons (éd.), *The Revival of Private Law in Central and Eastern Europe*, Éditions Martinus Nijhoff, Kluwer Law International, La Haye, 1996

Abdul G. Koroma (Sierra Leone)

[Original : anglais]

Né à Freetown

Fonctions actuelles

Le juge Koroma est le juge le plus ancien siégeant actuellement à la Cour internationale de Justice (CIJ).

Expérience judiciaire et professionnelle

Le juge Koroma a apporté à ses fonctions judiciaires une expérience unique et très diverse du droit international. Avant de rejoindre la Cour, il a contribué à la codification et à l'élaboration progressive du droit international, en participant à la négociation et à l'adoption de divers instruments juridiques internationaux, notamment la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de traités, et le Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Le juge Koroma a également contribué à la codification et à l'élaboration progressive du droit international en tant que membre (de 1982 à 1994) et Président (1991) de la Commission du droit international, et a participé à cette occasion à l'étude des thèmes suivants : les utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation; les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens; la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite; la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international; le statut du courrier diplomatique et de la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique; et les relations entre États et organisations internationales.

Tout en servant à la Cour, le juge Koroma a continué à promouvoir l'élaboration et la diffusion du droit international. En tant qu'universitaire, il a donné des conférences dans de nombreux établissements d'enseignement supérieur, dont l'Université de Cambridge, l'Université de Liverpool et l'Université de Glasgow (Royaume-Uni), l'Université Columbia (États-Unis), l'Université de Stockholm (Suède), l'Université de Thessalonique (Grèce), l'Université de Louvain (Belgique), l'Université de Zurich (Suisse) et l'Université d'Utrecht et l'Université d'Amsterdam (Pays-Bas). Il a également donné des conférences sur le droit international dans des institutions gouvernementales de nombreux pays, dont le Pérou, la République de Corée, les Philippines et l'Indonésie. Au cours des 10 dernières années, le juge Koroma a donné des conférences annuelles sur le droit humanitaire international à l'Institut international de droit humanitaire, à San Remo (Italie). En 2010, il a donné un cours général de droit international public à l'Académie de droit international de Xiamen (Chine).

Durant son mandat à la Cour, il a activement participé aux délibérations concernant les différends suivants et leur règlement et les demandes d'avis consultatif ci-après :

1. Timor oriental (*Portugal c. Australie*)
2. Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (*Guinée-Bissau c. Sénégal*)
3. Délimitation maritime et questions territoriales entre le Qatar et Bahreïn (*Qatar c. Bahreïn*)
4. Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (*Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni*)
5. Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (*Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis d'Amérique*)
6. Plates-formes pétrolières (*République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique*)
7. Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (*Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie*)
8. Projet Gabčíkovo Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)
9. Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé
10. Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria [*Cameroun c. Nigéria*; Guinée équatoriale (intervenant)]
11. Licéité de la menace ou de l'emploi des armes nucléaires
12. Compétence en matière de pêcheries (*Espagne c. Canada*)
13. Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 en l'affaire des essais nucléaires (*Nouvelle-Zélande c. France*)
14. Île de Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie)
15. Convention de Vienne sur les relations consulaires (*Paraguay c. États-Unis d'Amérique*)
16. Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme
17. Demande en interprétation de l'arrêt du 11 juin 1998 en l'affaire de la frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (*Cameroun c. Nigéria*), exceptions préliminaires (*Nigéria c. Cameroun*)
18. Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (*Indonésie c. Malaisie*)
19. Ahmadou Sadio Diallo (*République de Guinée c. République démocratique du Congo*)
20. LaGrand (*Allemagne c. États-Unis d'Amérique*)
21. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Belgique*)

22. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Canada*)
23. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. France*)
24. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Allemagne*)
25. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Italie*)
26. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Pays-Bas*)
27. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Portugal*)
28. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Espagne*)
29. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Royaume-Uni*)
30. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. États-Unis d'Amérique*)
31. Activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Burundi*)
32. Activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Ouganda*)
33. Activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Rwanda*)
34. Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (*Croatie c. Serbie*)
35. Incident aérien du 10 août 1999 (*Pakistan c. Inde*)
36. Délimitation maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (*Nicaragua c. Honduras*)
37. Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (*République démocratique du Congo c. Belgique*)
38. Demande en révision de l'arrêt du 11 juillet 1996 en l'affaire relative à l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (*Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie*), exceptions préliminaires (*Yougoslavie c. Bosnie-Herzégovine*)
39. Certains biens (*Liechtenstein c. Allemagne*)
40. Différend territorial et maritime (*Nicaragua c. Colombie*)
41. Différend frontalier (Bénin/Niger)
42. Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête : 2002) (*République démocratique du Congo c. Rwanda*)
43. Demande en révision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du différend frontalier terrestre, insulaire et maritime [Nicaragua (intervenant) (*El Salvador c. Honduras*)]
44. Avena et autres ressortissants mexicains (*Mexique c. États-Unis d'Amérique*)
45. Certaines procédures pénales engagées en France (*République du Congo c. France*)

46. Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)
47. Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé
48. Délimitation maritime en mer Noire (*Roumanie c. Ukraine*)
49. Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (*Costa Rica c. Nicaragua*)
50. Statut vis-à-vis de l'État hôte d'un envoyé diplomatique auprès de l'Organisation des Nations Unies (*Commonwealth de la Dominique c. Suisse*)
51. Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (*Argentine c. Uruguay*)
52. Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (*Djibouti c. France*)
53. Épandages aériens d'herbicides (*Équateur c. Colombie*)
54. Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (*Mexique c. États-Unis d'Amérique*)
55. Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (*Géorgie c. Fédération de Russie*)
56. Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo
57. Application de l'Accord intérimaire du 13 septembre 1995 (*Ex-République yougoslave de Macédoine c. Grèce*)
58. Immunités juridictionnelles de l'État (*Allemagne c. Italie*)
59. Questions relatives à l'obligation de poursuivre ou d'extrader (*Belgique c. Sénégal*)
60. Chasse à la baleine dans l'Antarctique (*Australie c. Japon*)
61. Différend frontalier (Burkina Faso/Niger)
62. Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (*Costa Rica c. Nicaragua*)

Le juge Koroma a représenté son pays à la Sixième Commission (Commission juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies, Commission qu'il a également présidée; il a exercé les fonctions d'ambassadeur et de représentant permanent de la Sierra Leone auprès des Nations Unies, d'ambassadeur de la Sierra Leone auprès de la Communauté économique européenne et d'ambassadeur de la Sierra Leone auprès de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) à Addis-Abeba. Il a présidé les travaux de la Première Commission du Mouvement des pays non alignés à New Delhi, en 1983, au cours desquels ont été formulés les principes du Mouvement, et ceux du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)]. Il a également joué un rôle décisif dans l'adoption de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux, et a présidé la Commission mise en place par l'Union africaine pour la rédaction du statut de la Cour africaine de justice.

Les travaux et les intérêts du juge Koroma touchent pratiquement tous les aspects du droit international. Il a rédigé et publié de nombreux ouvrages sur les sujets suivants : le droit de la Charte des Nations Unies; les cours et tribunaux internationaux; les solutions susceptibles de remplacer les traités; la déclaration de compétence de la Cour internationale de Justice; le droit de la mer; le droit de l'espace extra-atmosphérique; le droit applicable à l'Antarctique; le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en droit international; le droit international humanitaire; le droit international et le multiculturalisme; la solidarité en tant que nouveau principe du droit international; les interventions humanitaires; le caractère contraignant des décisions de la Cour; les Règles et instructions de procédure de la Cour; le principe *pacta sunt servanda* dans la jurisprudence de la Cour; et les mesures conservatoires dans les différends entre États africains portés devant la Cour.

Le juge Koroma est membre de plusieurs sociétés savantes, dont l'Institut de droit international, la Société africaine de droit international et comparé, et l'American Society of International Law. Il est également membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail, à Genève. Il a été le premier Président du Centre Henry Dunant pour le dialogue humanitaire, à Genève, qui sert de médiateur dans les conflits entre États et en leur sein.

Le juge Koroma est titulaire d'une maîtrise de droit (avec distinction) de l'Université d'État de Kiev, d'une maîtrise de philosophie en droit international du King's College (Université de Londres) et d'un doctorat en droit (avec distinction) de l'Université de la Sierra Leone. Il est membre du barreau et conseiller honoraire de l'Honorable Society of Lincoln's Inn, à Londres, et professeur honoraire à l'Université nationale de droit du Gujarat (Inde).

Prix et distinctions

1. Commandeur de l'Ordre du Rokel, distinction conférée par le Gouvernement sierra-léonais pour services exceptionnels (1991)
2. Prix de l'Institut de droit international humanitaire pour la promotion, la diffusion et l'enseignement du droit international humanitaire (2005)
3. Grand Officier de l'Ordre de la République de Sierra Leone, plus haute distinction du pays, conférée en reconnaissance de services rendus à la nation dans le domaine du droit international et de la justice internationale en tant que juge à la Cour internationale de Justice (2007)
4. Commandeur de l'Ordre du mérite judiciaire du travail, Brésil (2010)

Hisashi Owada (Japon)

[Original : anglais]

I. Poste actuel

Président de la Cour internationale de Justice (2009-)

Membre de la Cour (2003-)

Membre de la Cour permanente d'arbitrage (2001-)

II. Carrière

Début de carrière dans le service diplomatique japonais (1955)

Division des affaires juridiques, Ministère des affaires étrangères (1959-1963)

Premier Secrétaire, Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies (1968-1971)

Secrétaire privé du Ministre des affaires étrangères (1971-1972)

Directeur de la Division des affaires politiques et des Nations Unies du Ministère des affaires étrangères (1972-1974)

Directeur de la Division des traités du Ministère des affaires étrangères (1974-1976)

Secrétaire privé du Premier Ministre japonais (1976-1978)

Ministre, ambassade du Japon aux États-Unis (1979-1981)

Ministre, ambassade du Japon en URSS (1981-1984)

Directeur général du Bureau des traités (Conseiller juridique principal du Ministère des affaires étrangères) (1984-1987)

Ambassadeur, Représentant permanent du Japon auprès de l'OCDE (1988-1989)

Ministre adjoint au Ministère des affaires étrangères (1989-1991)

Vice-Ministre des affaires étrangères (1991-1993)

Ambassadeur, Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies (1994-1998)

Président du Conseil de sécurité, Organisation des Nations Unies (1997-1998)

III. Carrière universitaire

1963-1965, 1971-1976, 1984-1988	Professeur adjoint à l'Université de Tokyo (enseignant le droit international et les questions ayant trait aux organisations internationales)
---------------------------------------	---

1979-1981	Professeur de droit international (invité à plein temps) à la faculté de droit de Harvard
-----------	---

1987-1989, 2000-2002	Professeur de droit international (invité pour le semestre d'hiver) à la faculté de droit de Harvard
-------------------------	--

1994-1998	Professeur adjoint de droit international à la faculté de droit de Columbia
1994-1998	Professeur émérite invité (Inge Rennert) à la faculté de droit de NYU
1999	Professeur à l'Académie de droit international de La Haye
2000-2003	Professeur à l'Institut de hautes études de l'Université de Waseda enseignant le droit international et les questions ayant trait aux organisations internationales
2001-	Membre de l'Institut de droit international Membre associé (1995-) Membre <i>emeritus</i> , Conseil exécutif de la Société japonaise de droit international Membre (1994-) Membre honoraire, American Society of International Law Membre du Conseil exécutif de l'antenne japonaise de l'Association de droit international
2002	Professeur invité au Trinity College à l'Université de Cambridge Professeur honoraire à l'Université de Leyden Conseiller universitaire professionnel à l'Université d'Hiroshima
2007-2009	Président de la Société asiatique de droit international
2009-	Membre du Conseil exécutif

IV. Participation à de grandes conférences internationales

1960	Membre de la délégation japonaise à la deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
1968-1970	Membre de la délégation japonaise aux vingt-troisième à vingt-cinquième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission) Rapporteur de la Sixième Commission à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale (1970)
1968-1970	Chef de la délégation japonaise au Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États de l'ONU Président du Comité de rédaction du Comité spécial (1970)
1968-1970	Chef de la délégation japonaise au Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'Organisation des Nations Unies
1968-1970	Chef de la délégation japonaise au Comité des utilisations

	pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale de l'Organisation des Nations Unies
1968-1969	Représentant suppléant du Japon à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités
1972-1973	Représentant suppléant du Japon aux vingt-septième et vingt-huitième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies
1973-1982	Représentant suppléant du Japon à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
1984-1986, 1989-1990	Conseiller de la délégation japonaise aux trente-neuvième, quarantième, quarante et unième, quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies
1994-1998	Représentant du Japon aux quarante-neuvième à cinquante-troisième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies
1995	Représentant du Japon au Sommet mondial pour le développement social à Copenhague
1995	Représentant du Japon à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing
1995-1997	Représentant du Japon aux trente et unième à trente-troisième sessions de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine
1996	Représentant du Japon à l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains
1997-1998	Représentant du Japon au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, Président du Conseil de sécurité (1997 et 1998)
1997-1998	Représentant du Japon à la Réunion des ministres du Mouvement des pays non alignés
1998	Représentant du Japon à la Réunion au sommet du Mouvement des pays non alignés
1998	Représentant du Japon à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale

V. Publications

En japonais

« Juridiction de la Cour internationale de Justice – fonctions et caractéristiques de la justice internationale », *Gaimusho Chosa Geppo* (Revue de recherche du Ministère des affaires étrangères), n° 4, 1963

« La codification du droit international et les Nations Unies – concernant la Déclaration sur les principes du droit international touchant les relations amicales et

la coopération entre les États, conformément à la Charte des Nations Unies », *Keizai to Gaiko* (Économie et diplomatie), 1971

« Réalisations et objectifs de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer – le droit et la politique du statut international des mers », *Kokusai Mondai* (Affaires internationales), n° 184, 1975

« Affaire concernant les activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre le Nicaragua – demande d’indications concernant les mesures provisoires », *Kokusaiho Gaiko Zasshi* (Revue de droit international et de diplomatie), vol. 83, n° 6, 1985

« Affaire concernant les activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre le Nicaragua – juridiction et admissibilité », *Kokusaiho Gaiko Zasshi* (Revue de droit international et de diplomatie), vol. 85, n° 4, 1986

« Le droit international, les Nations Unies et le Japon », *Liber Amicorum* en l’honneur du professeur Y. Takano (Kobundo), 1987

« Les fonctions de l’OCDE et la diplomatie du Japon », *Gaiko-Forum* (Forum diplomatique), 1989

« Le trilatéralisme – les relations entre l’Europe, les États-Unis et le Japon », *Gaiko-Forum* (Forum diplomatique), 1989

« Pour l’établissement d’un partenariat mondial », *Gaiko-Forum* (Forum diplomatique), 1991

« Les questions de diplomatie sous l’angle de l’histoire de la civilisation », *Gaiko-Forum* (Forum diplomatique), 1992

« De la participation à l’engagement – la nouvelle orientation de la politique étrangère japonaise » (Toshi Shuppan), 1994

« Le futur ordre international et le rôle du Japon », *Astion*, 1994

« La diversification des opérations de maintien de la paix de l’ONU – le rôle actuel et à venir du Japon », *Yomiuri Shimbun*, 1996

« Diplomatie » (NHK Press), 1996

« Juridiction nationale – droit international et droit national », *Liber Amicorum* en l’honneur du professeur S. Yamamoto (Keiso Shobo), 1998

« La réforme de l’ONU et le rôle du Japon », *Hogaku Kyoshitsu* (Études juridiques), Yuhikaku, n° 214, 1998

« La création de la Cour pénale internationale », *Jurist*, n° 1146, 1998

« Évolution du système international et rôle de l’Organisation des Nations Unies », *Gaiko-Forum* (Forum diplomatique), 1998

« La création de la Cour pénale internationale – analyse critique », *Kokusaiho Gaiko Zasshi* (Revue de droit international et de diplomatie), vol. 98, n° 5, 1999

« La création d’un nouvel ordre de coopération », *Nihon Keizai Shimbun* (La revue économique japonaise), 1999

« Le monde et le Japon au XXI^e siècle », *Gakushikai-Kaiho* (La revue de l’Académie japonaise), n° 823, 1999

« La création de la Société asiatique de droit international et son avenir », *Horitsu Jiho* (Bulletin sur l'actualité juridique), n° 79, 2007

« Théorie des relations internationales » (en collaboration), 2002

« Pour la paix et le savoir – message de La Haye » (en collaboration), 2008

En anglais

« Annual review of Japanese practice in international law I-XX » (Examen annuel de la pratique japonaise du droit international I-XX », *Annuaire japonais de droit international*, 1964-1991

« What Future for the International Court of Justice? » (Quel avenir pour la Cour internationale de Justice?), débats de l'*American Society of International Law*, vol. 65, 1971

« Trilateralism: A Japanese Perspective » (Le trilatéralisme : la perspective japonaise), *International Security* (Sécurité internationale), hiver 1980/81

« The Security of East Asia and the Role of Japan » (La sécurité de l'Asie de l'Est et le rôle du Japon), Acron Books, 1981

« U.S. – Japan Economic Interaction in an Interdependent World » (Les échanges économiques entre les États-Unis et le Japon dans un monde interdépendant), Université de Californie à Berkeley, 1981

« The practice of Japan in International Law 1961-1970 » (La pratique japonaise du droit international 1961-1970) (en collaboration), Presses universitaires de Tokyo, 1982

« International Agenda of Japan for the Nineties », (Les préoccupations internationales du Japon pour les années 90), débats de l'*American Society of International Law*, vol. 84, 1990

« Japan's Foreign Policy: How Does It Strengthen the Rule of Law in International Affairs? » (La pratique étrangère du Japon : comment elle renforce l'état de droit dans les affaires internationales), débats de l'*American Society of International Law*, vol. 84, 1990

« A Japanese Perspective on Peace Keeping » (La perspective japonaise concernant le maintien de la paix), *New Dimension of Peacekeeping* (Une nouvelle dimension du maintien de la paix), Nijhoff, 1994

« International Organizations and National Law » (Les organisations internationales et le droit interne), débats de l'*American Society of International Law*, vol. 89, 1995

« Regional Institutions in East Asia and the Pacific: Is the Time Ripe? » (Les institutions régionales en Asie de l'Est et dans le Pacifique : le moment est-il venu?), débats de l'*American Society of International Law*, vol. 89, 1995

« Diplomacy Reconsidered: Essay on the Re-Examination of A Legal Framework for Diplomacy » (Reconsidérer la diplomatie : exposé concernant le réexamen d'un cadre juridique pour la diplomatie), *Journal of International Law and Politics* (faculté de droit de New York University), 1995

« Justice and Stability in the International Order » (Justice et stabilité au sein de l'ordre international), débats du Congrès des Nations Unies sur le droit international public, 1995

« Trilateral Perspective on International Legal Issues: Relevance of Domestic Law & Policy » (Perspective trilatérale sur les problèmes juridiques internationaux : pertinence du droit et des politiques internes), débats de l'*American Society of International Law*, vol. 90, 1996

« Justice and Stability in the International Legal Order: An Essay in Legal Analysis of the Contemporary International Order » (Justice et stabilité au sein de l'ordre international: exposé sur l'analyse juridique de l'ordre international contemporain), *Annuaire japonais de droit international*, 1996

« Japan's Constitutional Power to Participate in Peace-Keeping » (Pouvoir constitutionnel du Japon pour ce qui est de la participation aux opérations de maintien de la paix), *Journal of International Law and Politics* (faculté de droit de New York University), 1997

« The Problem of World Public Order through the Prism of the United Nations » (Le problème de l'ordre public international sous l'angle des Nations Unies), *Peace, Development, Diplomacy* (Paix, développement et diplomatie), Bruylant Publishers, 1998

« 21st Century Strategies of the Trilateral Countries: In Concert or Conflict? » (Les stratégies des pays trilatéraux au XXI^e siècle : de concert ou en opposition?), Commission trilatérale, 1999

« The Responsibilities of Democracies In Preventing Deadly Conflict » (Les responsabilités des démocraties en matière de prévention des conflits armés) (en collaboration), Commission Carnegie sur la prévention des conflits armés, 1999

« Global Partnership towards the 21st Century: New Development Strategy and the Role of International Organizations » (Un partenariat mondial pour le XXI^e siècle : nouvelle stratégie de développement et rôle des organisations internationales), Donor Coordination and the Effectiveness of Development Assistance (La coordination des donateurs et l'efficacité de l'aide au développement), Université des Nations Unies, 1999

« An East Asian Security Order for a Globalizing World » (La sécurité en Asie de l'Est à l'heure de la mondialisation), *East Asia and the International System* (L'Asie de l'Est et le système international), Commission trilatérale, 2001

« Some Reflections on the Problem of International Public Order » (Réflexions sur le problème de l'ordre public international), *The Journal of International Law and Diplomacy* (Kokusaiho Gaiko Zasshi), vol. 102(3), 2003

« Reconceptualization of the International Rule of Law in a Globalizing World » (Reconceptualisation de l'état de droit à l'heure de la mondialisation), *Annuaire japonais de droit international*, vol. 51, 2008

VI. Diplômes

Licence ès lettres de l'Université de Tokyo (1955)

Licence en droit de l'Université de Cambridge (1956)

Doctorat en philosophie (*honoris causa*) de l'Université de Keiwa (Japon) (2000)

Doctorat en droit (*honoris causa*), de la Banaras Hindu University (Inde) (2001)

Doctorat en droit (*honoris causa*) de l'Université de Waseda (2004)

Doctorat en droit (*honoris causa*) de l'Université de Groningen (Pays-Bas) (2009)

VII. Prix et distinctions

Bourse humanitaire en droit international, Cambridge University (1958-1959)

Premier grade de l'ordre de l'Al-Istiqlal (Indépendance), Royaume hachémite de Jordanie (1990)

Légion d'honneur, Officier, République française (1992)

Grand-Croix de l'ordre du mérite, République fédérale d'Allemagne (1994)

VIII. Renseignements personnels

Né le 18 septembre 1932 à Niigata (Japon)

Marié à Yumiko Owada (née Egashira); trois filles

Julia Sebutinde (Ouganda)

[Original : anglais]

La juge Julia Sebutinde, née en février 1954, est une juge très accomplie ayant plus de 32 années d'expérience du droit aux niveaux national et international. C'est une juge du plus grand professionnalisme et de la plus haute intégrité morale qui a donné la preuve de son respect pour la diversité. Son objectif professionnel est de contribuer à la paix mondiale par le biais de l'arbitrage et du règlement des différends juridiques aux niveaux national, régional et international et d'exceller dans ses fonctions en appliquant les compétences de base et les compétences en matière de gestion de l'Organisation des Nations Unies. Elle connaît le droit international, le droit international humanitaire et le droit pénal international; a une longue expérience de la rédaction des jugements, décisions, opinions consultatives, mémorandums et rapports et de l'analyse et de l'interprétation des traités, protocoles, accords, statuts, règles et règlements. Elle a un bon esprit d'équipe et d'excellentes aptitudes en matière de communication, d'organisation, de direction et d'analyse.

Actuellement Présidente de la Chambre de première instance II du Tribunal spécial pour la Sierra Leone à La Haye (2005-2011), elle s'occupe de plusieurs procès de criminels de guerre fortement médiatisés, notamment l'affaire *Procureur c. Charles Ghankay Taylor*. Elle est également, depuis 1996, juge à la Haute Cour d'Ouganda et traite d'affaires pénales et civiles en première instance et en appel. Elle a dirigé trois commissions d'enquête judiciaire qui ont eu un grand retentissement sur la corruption en Ouganda et son travail et ses recommandations ont débouché sur d'importantes réformes visant à combattre ou éliminer la corruption gouvernementale (1999-2004). Elle a également, dans le cadre du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, servi de consultante en matière législative à la République de Namibie où elle a remplacé les lois d'apartheid et formé les rédacteurs des textes de loi namubiens (1991-1996).

Elle a participé à la formation de juges, de magistrats et d'assistants juridiques d'Afrique de l'Est à la mise en œuvre d'instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme en collaboration avec l'association internationale des femmes juges. Elle est également formatrice et conseillère technique pour le programme de formation international des civils au maintien et à la consolidation de la paix du Centre autrichien pour la paix et le règlement des conflits à Stadschlaining (2008 à ce jour). Elle a contribué de manière spéciale à la création ou à la restructuration de plusieurs organismes régionaux sur le continent africain, notamment le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement. Elle a servi de consultante en matière législative à plusieurs comités juridiques chargés de rédiger ou de modifier les traités, instruments, règles et règlements de ces organismes.

Elle a une maîtrise de droit (avec mention) de l'Université d'Édimbourg et a reçu un grand nombre de distinctions et d'honneurs nationaux et internationaux pour ses remarquables services juridiques et judiciaires, notamment un doctorat en droit *honoris causa* de l'Université d'Édimbourg (2009).

Qualifications

- Maîtrise en droit avec mention, Université d'Édimbourg, Écosse (Royaume-Uni) (1990)
- Licence de droit de l'Université Makerere, Ouganda (1977)
- Diplôme d'enseignement universitaire supérieur en pratique juridique, Law Development Centre, Ouganda (1978)
- Membre du barreau ougandais et avocate dans les tribunaux ougandais (1979)
- Certificat de rédaction de textes de loi, Université de Colombo (Sri Lanka) dans le cadre du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (1983)
- Certificat de formation avancée à l'encadrement, Haggai Leadership Institute, Singapour (1998)
- Certificat de programmation informatique et de création de bases de données judiciaires (MS Word, Excel, PowerPoint, Live Note, Case Map, TRIM, Ringtail), Uganda Management Institute (1997)
- Certificat de formation aux modes alternatifs de règlement des différends, National Judicial College, Université du Nevada, Reno (États-Unis d'Amérique) (1997)
- Certificat d'éducation avancée d'Afrique de l'Est (Cambridge), Kings College Budo (Ouganda) (1973)
- Certificat général d'éducation pour l'Afrique de l'Est (Cambridge), lycée Gayaza, Ouganda (1971)
- Certificat d'éducation primaire, école primaire du Lac Victoria, Entebbe (Ouganda) (1967)

Compétences

- Plus de 32 ans d'expérience du droit aux niveaux national et international (1978 à ce jour)
- Spécialisation dans le droit international, le droit international humanitaire et le droit pénal international
- Vaste expérience de la rédaction de jugements, décisions, décrets, avis consultatifs, mémorandums et rapports
- Vaste expérience de la gestion des procès et du règlement des différends (notamment des modes alternatifs de règlement)
- Vaste expérience de la rédaction et de l'interprétation des traités, protocoles, statuts, instruments juridiques, règles et règlements
- Adaptabilité technologique s'agissant des bases de données des tribunaux (MS Word, Case Map, Live Note, PowerPoint, TRIM, Ringtail, Excel)
- Professionnalisme, souci du travail bien fait et aptitude à établir des priorités, à travailler sous pression et à respecter les délais impartis tout en restant calme et concentrée

- Intégrité, notamment aptitude à maintenir la confidentialité, à résister aux pressions abusives et à agir sans tenir compte de son intérêt personnel
- Remarquables compétences en matière de communication et d'écoute. Anglais et français courant
- Esprit d'équipe. Respect de la diversité et de la collégialité. Qualités de chef pouvant servir de modèle et aptitude à prendre des décisions difficiles le cas échéant

Principaux postes

Juge international au Tribunal spécial pour la Sierra Leone mis en place avec l'appui de l'ONU (2005-2011)

Présidente de la Chambre de première instance II du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (2007-2008, 2010-2011)

Juge à la Haute Cour d'Ouganda (1996 à ce jour)

Chef de la Commission d'enquête judiciaire concernant la corruption des forces de police ougandaises (1999-2000)

Chef de la Commission d'enquête judiciaire concernant les forces de défense populaire ougandaises (2001)

Chef de la Commission d'enquête judiciaire concernant des allégations de corruption au sein de l'Administration fiscale ougandaise (2002)

Consultante en matière législative et rédactrice juridique pour la République de Namibie (1991-1996)

Procureure en chef et conseillère parlementaire, Ministère ougandais de la justice (1978-1990)

Conférencière/formatrice : Law Development Centre-Ouganda; International Law Institute-Ouganda; Centre autrichien pour la paix et le règlement des conflits; projet sur la jurisprudence de l'égalité, Afrique de l'Est

Publications

« International Criminal Justice: Balancing Competing Interests: The Challenges Facing Defence Counsel and Counsel for Victims and Witnesses », discours liminaire lors du huitième séminaire de la Cour pénale internationale à l'hôtel Steinenberger Kurhaus, La Haye (mai 2010)

« Security Sector Reform: Transnational Justice Instruments: A Chance for Women », Stadschlaining (Autriche) (novembre 2010)

« Celebrating Ten Years of the Rome Statute: Does Uganda Have Reason to Join the Party? », hôtel Sheraton Kampala (Ouganda) (septembre 2008)

« The Importance of Outreach when Trials for War Crimes and Crimes against Humanity are Conducted Away From the Country where the Crimes were Committed », Institute for War Reporting, chapitre de La Haye (avril 2008)

« Making Violence Against Women Accountable: Case study of Sierra Leone and Uganda », Stadschlaining (Autriche) (octobre 2008)

« Advancing the Rule of Law in 21st Century Africa », quatrième Convocation mondiale d'Advocates International, Virginie (États-Unis d'Amérique) (novembre 2004)

« Worth Your Salt: Combating Corruption », Conférence des dirigeants chrétiens d'Afrique du Sud, Pretoria (République sud-africaine) (juillet 2003)

Principales responsabilités et réalisations

Juge internationale au Tribunal spécial pour la Sierra Leone mis en place avec l'appui de l'ONU (2005-2011)

- Juge pendant sept ans au tribunal pénal international hybride mis en place pour juger ceux qui portent la plus lourde responsabilité de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et violations du droit international humanitaire commis contre le peuple sierra-léonais au cours du conflit civil qui a duré de novembre 1996 à décembre 2000. Le Tribunal, culturellement divers, comprend 11 juges et 2 000 employés de plus de 30 nationalités.
- Le Tribunal a contribué de manière non négligeable à rendre justice à de nombreuses victimes du conflit et à mettre un terme à l'impunité, inculpant et jugeant au total 11 accusés.

Présidence de la Chambre de première instance II du Tribunal spécial (2007-2008; 2010-2011)

- La Chambre de première instance II est le premier tribunal pénal international à condamner les auteurs des infractions d'« utilisation d'enfants soldats » et de « mariage forcé » en tant que crimes contre l'humanité.
- C'est également le premier tribunal pénal international à juger un chef d'État en exercice (Charles Ghankay Taylor du Libéria) pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.
- La juge Sebutinde a été chargée des affaires *Procureur c. Brima et al.* (SCSL-04-16-T) (2007-2008) et *Procureur c. Charles Taylor* (SCSL-03-01-T) (2008-2011).
- Elle conduit les débats et gère le déroulement des procès, notamment en établissant des mesures conservatoires appropriées permettant d'assurer la sécurité des victimes et de ceux qui témoignent devant le tribunal, et a rédigé deux jugements qui ont fait date et plus de 800 décisions interlocutoires et opinions.
- Elle préside les délibérations des juges et prépare les projets de jugements, décisions, opinions et arrêts et ordonnance du Tribunal; formule des propositions pour le règlement intérieur et les instructions pratiques du Tribunal et rédige les rapports périodiques de sa chambre de première instance.
- Elle assure la gestion générale de la Chambre, notamment le recrutement, la supervision et l'évaluation des administrateurs.
- Elle participe aux programmes de sensibilisation du Tribunal en faisant des présentations et donnant des conférences sur le rôle et la jurisprudence du Tribunal spécial devant des groupes de la société civile et des universitaires.

Juge de la Haute Cour d'Ouganda (1996 à ce jour)

- Elle arbitre et règle des litiges civils et des différends commerciaux ou familiaux, traite des inculpations pénales et s'occupe d'appels civils et pénaux et des révisions émanant des Magistrates courts.
- Elle gère le déroulement des procès et mène les débats.
- Elle a rédigé et publié plus de 2 400 jugements et 2 500 décisions interlocutoires au cours de la période 1996-2004.
- Elle s'est portée volontaire pour assurer le bien-être des juges, améliorer leur cadre de travail, notamment aider tous les juges à maîtriser l'informatique et mobiliser des fonds auprès de DANIDA pour équiper chaque juge d'un ordinateur personnel, ce qui s'est traduit par une amélioration de l'efficacité du tribunal. Elle était alors le membre le plus jeune et le plus nouveau de l'appareil judiciaire, et le Président de la Cour suprême l'a félicitée pour son initiative et sa contribution au bien-être et à l'efficacité des juges.
- Elle dirige le Comité de planification technologique de l'appareil judiciaire, est responsable de la mise au point d'un plan stratégique d'informatisation des archives judiciaires et de l'enregistrement des débats de façon à remplacer le système manuel d'archivage judiciaire et de gestion des données et renforcer l'efficacité de l'appareil judiciaire.
- Elle forme des juges, magistrats et assistants juridiques d'Afrique de l'Est à l'application des instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme sous les auspices de l'Association nationale des femmes juges et en collaboration avec l'Association internationale des femmes juges dans le contexte du projet sur la jurisprudence de l'égalité, contribuant ainsi à l'amélioration de la justice dans la sous-région.
- Elle donne des conférences à l'intention d'étudiants internationaux à l'International Law Institute d'Ouganda sur divers sujets juridiques sous les auspices de l'Université d'État de New York (SUNY) et du Centre autrichien pour la paix et le règlement des conflits.
- En reconnaissance de son intégrité, de son professionnalisme et de ses services éminents au sein de l'appareil judiciaire, le Président de l'Ouganda l'a nommée chef de trois commissions d'enquête ayant eu un grand retentissement en 1999, 2001 et 2002, respectivement, mandat dont elle s'est acquittée en sus de ses fonctions normales. Ces attributions requéraient les normes les plus élevées de professionnalisme, de courage, d'esprit d'initiative et d'intégrité morale.

Chef de la Commission d'enquête concernant la corruption des forces de police ougandaises (1999)

- Elle a enquêté sur les allégations générales et spécifiques de corruption et de mauvaise gestion au sein des forces de police ougandaises, et en particulier les allégations contre des fonctionnaires supérieurs de police du Département des enquêtes judiciaires.
- Elle a rédigé un rapport de 3 000 pages qui a été à l'origine de réformes importantes, notamment la poursuite au pénal de fonctionnaires corrompus, l'amélioration de la gestion et de l'efficacité des forces de police et des

services fournis dans le domaine des enquêtes judiciaires et des droits de l'homme.

Chef de la Commission d'enquête concernant les forces de défense populaire ougandaises (2001)

- Elle a enquêté sur les circonstances entourant l'achat par le Ministère de la défense de quatre hélicoptères de combat MI-24 en 1997, d'une valeur de 12,9 millions de dollars et les a établies.
- Elle a rédigé un rapport de 1 000 pages qui a été à l'origine de réformes importantes au sein des forces de défense populaire de l'Ouganda, notamment la rationalisation de la passation des marchés, le renforcement de la transparence, et la prise de mesures disciplinaires à l'encontre des personnes impliquées.

Chef de la Commission d'enquête judiciaire concernant les allégations de corruption au sein de l'Administration fiscale ougandaise (2002)

- Elle a enquêté sur plus de 500 allégations générales et spécifiques de corruption et de mauvaise gestion au sein de l'Administration fiscale ougandaise.
- Elle a rédigé un rapport de 3 000 pages qui a été à l'origine de réformes administratives importantes au sein de l'administration fiscale, notamment la prise de mesures disciplinaires à l'encontre des personnes impliquées, l'amélioration du recouvrement des impôts, ainsi que l'élimination de la corruption au sein de l'administration.

Consultante en matière législative du Commonwealth pour la République de Namibie nouvellement indépendante (1991-1996)

- Elle a conseillé le Gouvernement de la République de Namibie nouvellement indépendante sur la formulation et la gestion des politiques législatives.
- Elle a abrogé la législation d'apartheid obsolète et rédigé de nouveaux textes de loi pour la remplacer.
- Elle a été la première Conseillère parlementaire auprès du Parlement namibien.
- Elle a mis en valeur les ressources humaines en formant les rédacteurs de textes de loi namubiens.

Procureure en chef et Conseillère parlementaire au Ministère ougandais de la justice (1978-1990)

- Elle a rédigé et publié des textes de loi principaux et secondaires pour le Gouvernement ougandais, rédigé des opinions juridiques pour le Parlement et le pouvoir exécutif, transformé les politiques législatives du Gouvernement en projets de loi et les projets de loi en statuts par le biais des procédures parlementaires.
- Elle a été consultante en matière législative auprès des organismes régionaux du Marché commun de l'Afrique orientale et australe et de l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement et a participé à la rédaction et à la modification des traités, protocoles et règlements régissant ces organismes.

- Elle a été conférencière au Law Development Centre d'Ouganda et formé des étudiants de troisième cycle à la rédaction de textes de loi et aux procédures parlementaires.

Honneurs et distinctions pour services éminents

Julia Sebutinde a reçu un nombre important d'honneurs et de distinctions pour services éminents rendus à la société. Il s'agit notamment de ce qui suit :

- **Doctorat en droit *honoris causa*** de l'Université d'Édimbourg, pour services éminents dans le domaine de la justice internationale et des droits de l'homme (juin 2009)
- **Good Samaritan Award**, Elle a été l'une des deux seules récipiendaires africaines de cette prestigieuse distinction au Congrès d'Advocates International (AI) à Washington. L'AI est un réseau global de plus de 50 000 juristes (notamment des universitaires, des étudiants en droit, des parlementaires, des juges, des praticiens, etc.) dans plus de 135 nations qui ont tout au long de leur carrière promu la liberté religieuse, les droits de l'homme, la réconciliation, la justice, l'éthique et l'intégration de la foi et de la pratique (octobre 2004)
- **International Who's Who of Professionals, 2000**, publié en octobre 2000 par l'American Biographical Institute Elle a été mise à l'honneur de la septième édition de cet ouvrage prestigieux. Sa biographie figure dans cette édition en hommage à ses réalisations professionnelles et à sa contribution à la société. Oprah Winfrey et Hilary Clinton sont au nombre des personnalités dont le nom est mentionné dans cette édition.
- **Nomination au poste d'ambassadrice itinérante pour le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)** qui s'occupe de santé en matière de procréation, de stratégies en matière de population et de plaidoyer.
- **Présidence de l'International Health Science University** (Université internationale des sciences de la santé, Ouganda). Les cours proposés par l'Université débouchent sur des diplômes universitaires en sciences médicales (juin 2008 à ce jour).
- **Classement parmi les 100 Africains les plus en vue de l'année dans l'*Almanach africain 2000*** pour son intégrité, son rôle de premier plan et son impact sur la société ougandaise. La sélection dans cette catégorie s'est fondée sur des réalisations concrètes, notamment celles qui ont des incidences sur un nombre important de personnes (mars 2000).
- **UBAA-Alumni Lifetime Achievement Award**. Première et seule récipiendaire de cette distinction à ce jour. L'Uganda-British Alumni Association l'a honorée pour sa carrière remarquable et sa contribution à la société, sur le plan tant national qu'international (juin 2006).
- **Attribution du prix de mérite professionnel par le Rotary Club de Kampala East (Ouganda)** pour ses services dévoués et exemplaires au peuple ougandais (juillet 1999)

- **Attribution du prix de mérite professionnel par le Rotary Club de Kampala Central** pour son remarquable sens du dévouement, son intégrité et sa fiabilité dans l'exécution de ses fonctions (octobre 1999)
- **Attribution d'une récompense honorifique par le Kings College Budo et de l'Ordre du mérite par le lycée de Gayaza** pour sa contribution remarquable à la nation ougandaise. Il s'agit là de distinctions accordées à d'anciens élèves qui excellent sur le plan professionnel (avril 2000).
- **Attribution de l'Uganda Debt Network Certificate** pour sa contribution importante à la campagne de lutte contre la corruption en Ouganda (octobre 2000)
- **Attribution d'une distinction spéciale par l'Uganda Law Society** pour sa contribution courageuse et exemplaire à la promotion de la justice en Ouganda (juin 2001)
- Nomination par l'Université Makerere en tant que représentante des juristes ougandaises à l'ouverture de la Décennie des Nations Unies pour la femme à Addis-Abeba en 1975

El Hadji Mansour Tall (Sénégal)

[Original : français]

Juge, ancien Vice-Président/Cour de justice/CEDEAO

I. Expérience professionnelle

Mai 2009-présent : Secrétaire général du Ministère de la justice

- Chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Ministère, assure la gestion administrative et technique du département ministériel
- Assiste le Ministre dans la mise en œuvre de la politique du Ministère
- Chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, des structures déconcentrées et des structures rattachées
- Assure la continuité de l'action administrative du Ministère
- Assure les relations techniques du département avec les autres ministères, le Secrétariat général du Gouvernement et du Conseil des ministres ainsi qu'avec les autres institutions nationales

Inspecteur général de l'administration de la justice

- Exerce une mission permanente d'inspection sur l'ensemble des juridictions, le Conseil d'État et la Cour de cassation exceptés, ainsi que sur l'ensemble des services et organismes relevant du Ministère de la justice
- Dispose d'un pouvoir général d'investigation, de vérification et de contrôle portant sur le fonctionnement des juridictions ou organes qui en dépendent, ainsi que sur tous les services relevant de l'autorité du Garde des Sceaux, Ministre de la justice, pour ce qui est notamment de l'organisation, des méthodes et de la manière de servir des personnels, de la qualité et du rendement des services, du respect des prescriptions légales et réglementaires, du rythme de l'administration de la justice, du rendement, de la conduite et de la tenue des magistrats et du personnel de la justice
- Dispose, pour accomplir sa mission, de tout pouvoir d'investigation et de contrôle
- Peut convoquer et entendre toute personne, y compris tout magistrat, tout officier de police judiciaire, tout officier ministériel, tout auxiliaire de justice et tout agent du personnel de la justice, et se faire communiquer tout document utile
- Apprécie, à la suite de chaque inspection, le fonctionnement des juridictions ou services du point de vue notamment de l'organisation, des méthodes, de la diligence et de la manière de servir des personnels
- Dresse un rapport comportant toutes suggestions propres à accroître le rendement et l'efficacité de la juridiction ou du service inspecté

Janvier 2001 à mars 2009 :

Juge à la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Attributions ci-après :

A. Contrôle et application de la législation communautaire

- La Cour a compétence sur tous les différends qui lui sont soumis et qui ont pour objet :
 - L'interprétation et l'application du Traité, des conventions et protocoles de la Communauté;
 - L'interprétation et l'application des règlements, des directives, décisions et de tous les instruments juridiques subsidiaires adoptés dans le cadre de la CEDEAO;
 - L'appréciation de la légalité des règlements, des directives, des décisions et de tous autres instruments juridiques subsidiaires adoptés dans le cadre de la CEDEAO;
 - L'examen des manquements des États membres aux obligations qui leur incombent en vertu du Traité, des conventions et protocoles, des règlements des décisions et des directives;
 - L'application des dispositions du Traité, des conventions et protocoles, des règlements, des directives ou des décisions de la CEDEAO.

B. Arbitrage des conflits entre les États membres ou entre la Communauté et ses agents

- La Cour a compétence sur tous les différends qui lui sont soumis et qui ont pour objet :
 - L'examen des litiges entre la Communauté et ses agents;
 - Les actions en réparation des dommages causés par une institution de la Communauté ou un agent de celle-ci pour tout acte commis ou toute omission dans l'exercice de ses fonctions.

C. Évaluation de la responsabilité des institutions de la Communauté et de ses agents

- La Cour est compétente pour déclarer engagée la responsabilité non contractuelle et condamner la Communauté à la réparation du préjudice causé, soit par des agissements matériels, soit par des actes normatifs des Institutions de la Communauté ou de ses agents dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.
- L'action en responsabilité contre la Communauté ou celle de la Communauté contre des tiers ou ses agents se prescrivent par trois (3) ans à compter de la réalisation des dommages.

D. Cour ouest-africaine des droits de l'homme

- La Cour est compétente pour connaître des cas de violation des droits de l'homme dans tout État membre.
- En 2001, le Protocole A/SP1/12/01 sur la démocratie et la bonne gouvernance, additionnel au protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits et de maintien de la paix et de la sécurité avait étendu la compétence de la Cour aux violations des droits de l'homme.

- Le Protocole A/P.1/7/91, adopté à Abuja le 6 juillet 1991, et relatif à la Cour de justice de la Communauté, sera modifié aux fins de l'extension de la compétence de la Cour, entre autres aux violations des droits de l'homme après épuisement, sans succès, des recours internes.
- Depuis 2005, les citoyens de la Communauté ont un droit de saisine directe.
- Ils peuvent porter plainte pour violation de leurs droits de l'homme survenus dans n'importe quel État membre.
- La jurisprudence de la Cour les dispense d'attendre l'épuisement des voies de recours internes.

Décembre 2000 à janvier 2004 : Vice-Président de la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Juillet 1997-décembre 2000 : Conseiller à la Cour de cassation (Chambre civile et commerciale)

1997-Président de Chambre civile et commerciale à la Cour d'appel de Dakar :

- Juge d'appel des jugements civils et commerciaux rendus par les tribunaux régionaux de Dakar.

1993-1994 : Conseiller juridique – Ministère de la pêche et des transports maritimes (Études et examen des accords de pêche avec l'Union européenne, la Corée et d'autres pays)

Juin 1993 : Directeur de cabinet, Ministre de la justice

1990-1993 : Directeur de cabinet, Ministre du tourisme et de l'environnement : élaboration des textes relatifs au droit de l'environnement

- Vice-Président au tribunal régional de Dakar : 1986-1990
- Président de la Chambre civile, commerciale et maritime du tribunal régional de Dakar : 1983-1986
- Juge au siège civil et commercial : 1980-1983
- Juge-commissaire chargé de surveiller les procédures collectives appliquées aux entreprises en difficultés : 1980-1990
- Juge d'instruction au tribunal régional de Saint-Louis : 1979-1980

II. Expérience extraprofessionnelle

- Correspondant de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (O.A.P.I.) : 1997
- Consultant de l'Université George Town/CIED Washington États-Unis : 1995
- Instructeur chargé de la formation des magistrats à l'École nationale d'administration et de magistrature – Section magistrature : 1993-1995
- Membre de la Commission nationale d'harmonisation du droit des affaires en Afrique : 1994
- Inscrit au Tableau international des conciliateurs de la Convention relative au Code de conduite des conférences maritimes de l'ONU : 1989

- Chargé de cours – faculté de droit – Université de Dakar : 1987
- Chargé de cours de pratique judiciaire et contentieuse à la faculté de droit et à la Section magistrature – École nationale de magistrature : 1982-1983
- Chargé de cours à l’Institut universitaire de technologie – Dakar : 1980-1983
- Participation à différents séminaires sur la propriété intellectuelle, l’arbitrage commercial international et les droits de l’homme :
 - Stage de formation à la Cour de cassation française en octobre 1998;
 - Président fondateur de l’Association sénégalaise pour l’Unité africaine (ASSUNAF) : 1983-1985;
 - Président de l’Association sénégalaise de droit maritime : 1986-1991;
 - Membre du Centre d’arbitrage de médiation et de conciliation de la Chambre de commerce de Dakar;
 - Membre de l’Association des auditeurs et anciens auditeurs de l’Académie de droit international de La Haye;
 - Arbitre international.

III. Formation

- Certificat de l’Académie de droit international de la Haye : 2005
- Chambre internationale de commerce de Paris : Arbitrage-commerce international : 2006
- Certificate American College of Law Washington : International arbitration : 2007
- Mc Gill University Montréal Faculty of Law: International arbitration: 2008
- Certificat de l’Institut international de droit du développement (IDLI)/Rome 1999
- Diplôme d’études approfondies de droit maritime et de droit aérien (DEA) mention A/Bien – Major/1985 Université de Nantes-France
- Diplôme d’études supérieures (D.E.S.) de droit privé/1979
Option : Droit du commerce international/1979 Université de Dakar
- Diplôme de l’École nationale d’administration et de magistrature/1979
- Maîtrise de droit privé – Option judiciaire – Mention Bien – Major/1977
- Baccalauréat série A4 – Mention A/Bien – premier du jury/1972 à Dakar

IV. Publications

- Annotation des Codes de la marine marchande et de la pêche du Sénégal : 1990
- Rédacteur de l’Encyclopédie juridique de l’Afrique (vol. 4) : 1982

V. Divers

- Langues : français – anglais (lues et parlées)
- Informatique : Word – Windows – Excel

VI. Décorations

- Officier de l'Ordre national du mérite du Sénégal
- Commandeur de l'Ordre national du mérite du Sénégal 2011

Peter Tomka (Slovaquie)

[Original : anglais et français]

Membre de la Cour internationale de Justice depuis le 6 février 2003; Vice-Président de la Cour depuis le 6 février 2009; a fait fonction de président en l'affaire relative à des usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (*Argentine c. Uruguay*) et à la chasse à la baleine dans l'Antarctique (*Australie c. Japon*)

Né à Banská Bystrica (Slovaquie) le 1^{er} juin 1956. Marié, deux enfants

Formation universitaire

A obtenu une maîtrise de droit (mention très bien) à la faculté de droit de l'Université Charles de Prague (1979). *Doctor juris* (droit international) de l'Université Charles de Prague (1981). Doctorat en droit international à la faculté de droit de l'Université Charles de Prague (1985). Faculté de droit international et de relations internationales, Kiev (Ukraine) (1982). Institut du droit de la paix et du développement, Nice (France) (1984-1985). Institut de droit international public et de relations internationales, Salonique (Grèce) (1985). Académie de droit international, La Haye (1988)

Postes nationaux officiels précédents

Conseiller juridique adjoint (1986-1990), puis Chef de la Division du droit international public au Ministère des affaires étrangères, Prague (1990-1991). Conseiller et conseiller juridique à la Mission permanente de la Tchécoslovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (1991-1992). Ambassadeur, Représentant permanent adjoint de la Slovaquie (1993-1994), puis Ambassadeur, Représentant permanent par intérim de la Slovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (1994-1997). Jurisconsulte et Directeur du Département du droit international (1997-1998), puis Directeur général des affaires juridiques internationales et consulaires et jurisconsulte au Ministère des affaires étrangères, Bratislava (Slovaquie) (1998-1999). Ambassadeur, Représentant permanent de la Slovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies (1999-2003)

Représentant de la Tchécoslovaquie à la vingt-cinquième Conférence internationale de la Croix-Rouge à Genève (1986). Représentant de la Tchécoslovaquie à la commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1987-1992). Représentant suppléant de la Tchécoslovaquie à l'Assemblée générale des Nations Unies (quarante-sixième et quarante-septième sessions) et conseiller (quarante-cinquième session) (1990-1992). Représentant de la Tchécoslovaquie à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1990-1992). Chef de la délégation tchécoslovaque à la réunion des États parties au Traité de l'Antarctique, Madrid (1991). Chef de la délégation tchécoslovaque à la réunion d'experts de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe sur le règlement pacifique des différends en Europe, organisée à La Valette (Malte) par la CSCE (1991). Représentant de la Slovaquie à l'Assemblée générale des Nations Unies (quarante-huitième à cinquante-septième sessions) et Chef adjoint de la délégation slovaque (quarante-neuvième à cinquante et unième, cinquante-quatrième à cinquante-septième sessions) (1993-2002). Représentant de la Slovaquie à la Sixième Commission de l'Assemblée générale (1993-2002). Représentant de la Slovaquie à la commission préparatoire de

l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1993-1994). Chef de la délégation slovaque à l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (1994-1996). Chef suppléant de la délégation slovaque à la Conférence diplomatique des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale (1998)

Activités et expérience internationales

Président du Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies (1991). Président du Groupe de travail sur la Décennie des Nations Unies pour le droit international (1995). Président de la réunion des États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1996). Vice-président de la sixième réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1996). Président de la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies (cinquante-deuxième session) (1997) et Vice-Président de la Sixième Commission (1992). Vice-Président du comité préparatoire pour la création de la Cour pénale internationale (1998). Président de la neuvième réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1999) et Vice-Président de la sixième réunion (1996). Président du comité *ad hoc* sur la Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction (2002). Membre du Groupe d'experts chargé de conseiller la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (2002)

Président du Comité des conseillers juridiques en matière de droit international public du Conseil de l'Europe (2001-2002; Vice-Président de 1999 à 2000)

Expérience en matière judiciaire, arbitrale et contentieuse

En tant que juge de la CIJ, a participé aux 36 affaires suivantes et a rédigé 10 opinions individuelles :

Certaines procédures pénales engagées en France (*République du Congo c. France*), mesure conservatoire, ordonnance du 17 juin 2003, *C.I.J. Recueil 2003*, p. 102

Plates-formes pétrolières (*République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique*), *C.I.J. Recueil 2003*, p. 161

Avena et autres ressortissants mexicains (*Mexique c. États-Unis d'Amérique*), *C.I.J. Recueil 2004*, p. 12. Opinion individuelle, p. 94 à 98

Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, *C.I.J. Recueil*, p. 136

Licéité de l'emploi de la force (*Serbie-et-Monténégro c. Belgique*), *C.I.J. Recueil 2004*, p. 279

Licéité de l'emploi de la force (*Serbie-et-Monténégro c. Canada*), *C.I.J. Recueil 2004*, p. 429;

Licéité de l'emploi de la force (*Serbie-et-Monténégro c. France*), *C.I.J. Recueil 2004*, p. 575

Licéité de l'emploi de la force (*Serbie-et-Monténégro c. Allemagne*), *C.I.J. Recueil 2004*, p. 720

- Licéité de l'emploi de la force (*Serbie-et-Monténégro c. Italie*), *C.I.J. Recueil 2004*, p. 865
- Licéité de l'emploi de la force (*Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas*), *C.I.J. Recueil 2004*, p. 1011
- Licéité de l'emploi de la force (*Serbie-et-Monténégro c. Portugal*), *C.I.J. Recueil 2004*, p. 1160
- Licéité de l'emploi de la force (*Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni*), *C.I.J. Recueil 2004*, p. 1307
- Certains biens (*Liechtenstein c. Allemagne*), exceptions préliminaires, *C.I.J. Recueil 2005*, p. 5
- Activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Ouganda*), *C.I.J. Recueil 2005*, p. 168. Déclaration, p. 351 à 354
- Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête : 2002) (*République démocratique du Congo c. Rwanda*), *C.I.J. Recueil 2006*, p. 6
- Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (*Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro*), *C.I.J. Recueil 2007*, p. 43. Opinion individuelle, p. 310 à 351
- Ahmadou Sadio Diallo (*République de Guinée c. République démocratique du Congo*), exceptions préliminaires, *C.I.J. Recueil 2007*, p. 582
- Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (*Nicaragua c. Honduras*), *C.I.J. Recueil 2007*, p. 659
- Différend territorial et maritime (*Nicaragua c. Colombie*), exceptions préliminaires, *C.I.J. Recueil 2007*, p. 832. Déclaration (p. 898 à 902)
- Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour), *C.I.J. Recueil 2008*, p. 12
- Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (*Djibouti c. France*), *C.I.J. Recueil 2008*, p. 177. Opinion individuelle (p. 269 à 277)
- Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (*Mexique c. États-Unis d'Amérique*), mesure conservatoire, ordonnance du 16 juillet 2008, *C.I.J. Recueil 2008*, p. 311. Opinion dissidente commune (p. 341 à 348)
- Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (*Géorgie c. Fédération de Russie*), mesure conservatoire, ordonnance du 15 octobre 2008, *C.I.J. Recueil 2008*, p. 353. Opinion dissidente commune (p. 400 à 406)
- Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (*Croatie c. Serbie*), exceptions préliminaires, *C.I.J. Recueil 2008*, p. 412. Opinion individuelle, p. 515 à 523
- Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (*Mexique c. États-Unis d'Amérique*), *C.I.J. Recueil 2009*, p. 3

Délimitation maritime en mer Noire (*Roumanie c. Ukraine*), *C.I.J. Recueil* 2009, p. 61

Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (*Argentine c. Uruguay*), arrêt du 20 avril 2010

Immunités juridictionnelles de l'État (*Allemagne c. Italie*), ordonnance du 6 juillet 2010 sur la recevabilité de la demande reconventionnelle

Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo, avis consultatif du 22 juillet 2010, déclaration (10 pages)

Ahmadou Sadio Diallo (*République de Guinée c. République démocratique du Congo*) (arrêt du 30 novembre 2010)

Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (*Costa Rica c. Nicaragua*), ordonnance du 8 mars 2011 sur les mesures conservatoires;

Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (*Géorgie c. Fédération de Russie*). Arrêt du 1^{er} avril 2011 sur les exceptions préliminaires, déclaration (2 pages)

Différend territorial et maritime (*Nicaragua c. Colombie*) (requête à fin d'intervention par le Costa Rica), arrêt du 3 mai 2011

Différend territorial et maritime (*Nicaragua c. Colombie*) (requête à fin d'intervention par le Honduras), arrêt du 3 mai 2011

Application de l'Accord intérimaire du 13 septembre 1995 (en délibéré)

Jugement n° 2867 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, requête du FIDA d'avis consultatifs (en délibéré)

Agent de la Slovaquie devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative au Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie) (1993-2003)

Expert de la Slovaquie dans l'affaire n° ARB/97/4 *Československá obchodní banka (ČSOB) c. République slovaque*, soumise au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Compétence) (1997-1999)

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1994). Arbitre dans l'affaire « Le Rhin d'acier » (Belgique/Pays Bas) (2003-2005) et dans l'Interprétation de la sentence du Tribunal arbitral (2005). Arbitre dans l'affaire des « Eaux de l'Indus – barrage de Kishenganga (*Pakistan c. Inde*) (2011-)

Arbitre désigné sur la liste tenue en application de l'annexe VII à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 (depuis 2004) ainsi qu'au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (depuis 2005). Président du tribunal arbitral dans *Perenco Ltée. c. l'Équateur* (affaire CIRDI ARB/08/6) (2010-); Président du comité *ad hoc* en annulation dans *Fraport A.G. c. Philippines* (affaire CIRDI ARB/03/25 (2008-2010); membre du comité *ad hoc* en annulation dans *MHS c. Malaisie* (affaire CIRDI ARB/05/10) (2007-2009); *Ahmonseto Inc. c. Égypte* (affaire CIRDI ARB/02/15) (2008-2010), *MCI Power Group c. Équateur* (affaire CIRDI ARB/03/6) (2008-2009), *Duke Energy c. Pérou* (affaire CIRDI ARB/03/28 (2009-2011) et *Siag et Vecchi c. Égypte* (affaire CIRDI ARB/05/15) (2009-2010)

Arbitre, *Investisseur néerlandais c. État de l'Europe centrale* (arbitrage *ad hoc* en application du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI concernant une prétendue violation d'un TBI (2008-2009) et *HICEE c. Slovaquie* (2009-2011); Président du Tribunal ALENA dans *Centurion Health Corp. c. Canada* (2009-2010)

Activités universitaires

Chargé de cours en droit international public à l'Université Charles de Prague (1980-1984); chargé de cours principal en droit international public à l'Université Charles de Prague (1984-1991). Cours général de droit international public à l'Institut des relations internationales de l'Université Comenius de Bratislava (1998-1999)

Conférences à la faculté de droit de Columbia, la faculté de droit de l'Université de Cologne, la Société tchèque pour le droit international, au séminaire de la CDI à Genève, au Centre de recherche Lauterpacht de l'Université de Cambridge, à l'Université nationale de Chungnam (Taejon; République de Corée), à la Société coréenne de droit international (Séoul), à NALSAR Hyderabad (Inde), à la faculté de droit de l'Université de New York, à l'Université de Glasgow, à la faculté de droit de l'Université paneuropéenne, à la Société slovaque pour le droit international et pour des étudiants de la faculté de droit de Harvard, de l'Université de Paris Ouest-Nanterre-La Défense, de l'Université de Vienne, de l'Université Webster et de l'Université de Leyde

Invité en tant que conférencier à l'Académie de droit international de Xiamen (Chine) en 2012

Appartenance à des sociétés et comités

Membre de la Société tchécoslovaque de droit international (1981-1992; secrétaire de 1986 à 1991). Membre de l'antenne tchécoslovaque de l'Association du droit international (ILA) (1988-2001; secrétaire de 1988 à 1991). Membre de la Société slovaque de droit international (depuis 1982; président d'honneur depuis 2003). Membre de l'American Society of International Law (depuis 2000). Membre de la Société européenne de droit international (depuis 2004). Membre du comité de rédaction de la revue *Právník* [Le juriste], publié par l'Académie tchécoslovaque des sciences (1990-1991). Membre du Conseil de surveillance du concours de plaidoiries en droit international Telders (2006-). Membre du Comité d'*Acta Universitatis Carolinae-Iuridica* (2008-). Membre du Comité consultatif de l'Institut international de droit aérien et spatial, Université de Leyde (2008-). Membre du Comité consultatif de l'Annuaire tchèque de droit international (2009-). Membre du Conseil scientifique de la faculté de droit de l'Université Charles de Prague (2010-)

Publications

Auteur d'une thèse de doctorat sur la *Codification du droit international* (Université Charles, Prague, 1984) et d'une série d'articles en slovaque ou en tchèque sur les formes de la codification du droit international, la Cour internationale de Justice, le règlement pacifique des différends internationaux en Europe, l'établissement de la Cour pénale internationale, le projet de codes des crimes contre la paix et la sécurité internationale; coauteur d'un recueil des *Documents pour l'étude du droit des Communautés européennes* (1991)

Publications en anglais ou en français

« The First Site Visit of the International Court of Justice in Fulfilment of its Judicial Function », *American Journal of International Law*, vol. 92, 1998, (coauteur avec S. Wordsworth)

« The Special Agreement », *Liber Amicorum en l'honneur du juge Shigeru Oda*, (N. Ando, E. McWhinney et R. Wolfrum, éd.), vol. I, 2002

« Major Complexities Encountered in Contemporary International Law-Making », *Making Better International Law: The International Law Commission at 50*, 1998

« La Cour internationale de Justice en tant que l'organe judiciaire principal des Nations Unies, Commentaire sur l'Article 92 de la Charte », *La Charte des Nations Unies, Commentaire article par article*, (sous la direction de J.-P. Cot, A. Pellet et M. Forteau), 3^e éd., vol. II, 2005

« Comment on the Unity and Diversity of International Law in the Settlement of International Disputes », *Unity and Diversity in International Law*, (A. Zimmermann et R. Hofmann, éd.), 2006

« Are States Liable for the Acts of their Instrumentalities? », *State Entities in International Arbitration*, (E. Gaillard, éd.), 2008

Eletronica Sicula Case, *Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (R. Wolfrum, éd.), Oxford University Press, publié en ligne en 2008 (publication de la version imprimée prévue pour 2011)

Fisheries Jurisdiction Cases (*United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland v. Iceland*), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (R. Wolfrum, éd.), Oxford University Press, publié en ligne en 2008 (publication de la version imprimée prévue pour 2011)

Frontier Dispute Case (Burkina Faso/Republic of Mali), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (R. Wolfrum, éd.), Oxford University Press, publié en ligne en 2008 (publication de la version imprimée prévue pour 2011)

Sovereignty over Certain Frontier Land Case (Belgium/Netherlands), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (R. Wolfrum, éd.), Oxford University Press, publié en ligne en 2008 (publication de la version imprimée prévue pour 2011).

« Interim Measures of Protection in the International Tribunal for the Law of the Sea », *Coexistence, Cooperation and Solidarity – Liber Amicorum en l'honneur de Rüdiger Wolfrum*, Brill, publication prévue pour 2011 (coauteur avec G. Hernández) *Arbitral Award in Guyana v. Surinam, Introduction, Recueil des sentences de la CPA*, La Haye, (publication prévue pour 2011)

« Les affaires africaines devant les Chambres de la Cour internationale de Justice », *Mélanges en l'honneur de Raymond Ranjeva*, A. Pedone, Paris (publication prévue pour 2012)